

**M. Herridge:** Le député ne sait-il pas que le premier ministre a déjà voté pour le Crédit social?

**M. Patterson:** Nous espérons qu'il le fera de nouveau un jour.

Malgré ce qu'a dit ou ce que peut dire le premier ministre, nous vivons à une époque où l'intervention et l'influence du gouvernement se font sentir dans tous les domaines. C'est un phénomène qui préoccupe beaucoup les Canadiens. Il y a même une allusion à cela dans le discours du trône. Je ne prendrai pas le temps de retrouver ce passage, mais il y est question du gouvernement et du rôle toujours plus grand qu'il joue dans les affaires du peuple canadien.

J'ai ici un éditorial publié le 9 mai 1967 dans le *Globe and Mail*. J'aimerais en citer deux brefs extraits:

Vers la fin du discours du trône hier, on a mentionné «l'action du gouvernement dans de nombreux domaines». L'objectif du discours du trône en cette année du centenaire tient dans ces sept mots. Au début de notre histoire, l'action des gouvernements successifs se faisait sentir dans les domaines où les Canadiens ne pouvaient pas réaliser leurs aspirations individuellement—on croyait que moins le gouvernement intervenait, meilleur il était. Une tendance manifestement opposée se fait sentir depuis la deuxième guerre mondiale, mais elle n'avait peut-être jamais encore été formulée avec autant de vigueur.

Et voici les dernières lignes de l'éditorial:

Toutefois, ce qui distingue ce discours du trône, en plus de sa portée, c'est la préoccupation d'intensifier la présence gouvernementale, au début du deuxième siècle du Canada. Voici ce qu'on y lit: «Nous qui occupons des postes d'autorité ne devons jamais oublier que nous avons le devoir et le privilège de répondre aux besoins et aux aspirations du peuple canadien.»

La difficulté, bien entendu, sera de s'assurer que ceux qui occupent «des postes d'autorité» se souviennent du mot «répondre».

On l'oublie souvent quand on insiste sur «l'intervention du Gouvernement dans nombre d'affaires».

Je propose au premier ministre et au gouvernement de faire bien attention à ces mots, vu leur importance, à la lumière de l'insistance avec laquelle le premier ministre parle des droits qu'ont les individus à vivre leur propre vie et à développer leur personnalité à leur façon.

Nos ressources morales et spirituelles doivent être mises en valeur. Si nous remontons au début de notre histoire, nous verrons la place importante de la foi et de la religion dans l'évolution de notre pays. A notre époque qui rejette les anciennes idées et détruit les assises traditionnelles, nous devons nous demander ce qu'il adviendra des préceptes, concepts et principes sur lesquels notre nation a été édifiée.

[M. Patterson.]

Permettez-moi de me reporter encore une fois au discours du trône qui figure déjà au compte rendu:

Sur notre moitié du continent, nos ancêtres ont dû soutenir, contre la nature, une lutte d'une extrême âpreté. Aujourd'hui, c'est l'injustice sociale, la médiocrité culturelle, la stagnation spirituelle et l'intolérance sous toutes ses formes qu'il faut surtout combattre.

C'est une description bien décourageante de la scène canadienne à l'heure actuelle. On peut se demander comment cette affirmation s'accorde avec le reste du document qui parle en termes chaleureux de ce que le gouvernement a accompli et de ce qu'il entend faire à l'avenir. Au beau milieu de ce texte, nous butons sur cette sombre description de la conjoncture. Sans trop appuyer sur son importance, nous pourrions, je crois, réfléchir à ce qu'elle signifie. Si elle est juste, il est temps d'examiner nos normes morales et spirituelles. J'avoue qu'on ne peut légiférer en matière de vertu, mais je dis que nous ne devons pas faire de lois qui saperont la droiture. Cette déclaration devrait nous faire longuement réfléchir si nous examinons la situation qui existe au pays aujourd'hui. C'est peut-être ce à quoi pensait le très honorable Vincent Massey, ancien gouverneur général du Canada, lorsqu'il a dit, il y a quelques années, que le centenaire du Canada fournirait une occasion propice pour faire l'inventaire de nos valeurs spirituelles.

Au milieu de notre progrès matériel et de l'évolution technologique, pendant que nous mettons en valeur nos ressources humaines, ajoutons-y cette autre considération, car elle a son application et elle nous apporte un message aujourd'hui. Le Canada a fait d'immenses progrès, tout ce qui nous entoure en témoigne, mais nous ne devons pas négliger les valeurs sur lesquelles notre nation a été édifiée; sinon, nous courrons à notre propre perte.

● (3.10 p.m.)

J'ai dit tantôt que je n'avais pas l'intention de traiter du discours du trône en particulier, mais j'aimerais signaler une ou deux choses en passant. Le temps est venu pour nous de mettre un peu d'ordre à la Chambre et au Parlement.

C'est là, je crois, une idée banale qu'on n'a jamais cessé de répéter; mais je voudrais la souligner de façon particulière aujourd'hui. Nous devons faire notre ménage politique ici-même, à la Chambre des communes. Le pays n'a pas grande opinion de la façon dont on dirige ses affaires. Peu d'entre nous—je crois—désapprouveraient cette déclaration.